

Unité départementale du Hainaut
44 rue de Tournai
CS 40259 – 59019 LILLE cedex
59019 Lille

Lille, le 12 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERE PLUCHART SARL.

Le Bois Montois
59135 WALLERS

Références : V3.2022.0184

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2022 dans l'établissement CARRIERE PLUCHART SARL. implanté Le Bois Montois 59135 WALLERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le thème de la visite est: Suites de la non conformité du contrôle inopiné eau du 10 mai 2022 (rapport du 15/05/2022)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE PLUCHART SARL.
- Le Bois Montois 59135 WALLERS
- Code AIOT dans GUN : 0007000109
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La SARL Pluchart exploite une carrière de sable de 28 ha sur le territoire de la commune de Wallers. Sa capacité d'extraction maximale est de 377 000 tonnes par an à une profondeur maximale de - 5 m NGF.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la non-conformité relevée lors du contrôle inopiné eau (rapport du 15 05 2022)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il a été constaté :

- le non respect des prescriptions relatives à la méthode d'exploitation en gradins successifs de 10 m de hauteur maximale avec un pendage de 1V/1,25H (39°).
- l'absence de tri préalable des déchets avant remblaiement de la carrière.
- une non-conformité constructive du canal de mesure de qualité des eaux d'exhaures
- une fissuration importante des digues des bassins de décantation

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Front de taille	Arrêté Préfectoral du 21/05/2013, article 1.10	/	Mise en demeure, respect de prescription
Remblais par des déchets inerte	Arrêté Préfectoral du 21/05/2013, article 13.3.1.§4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Conformité canal venturi	Arrêté Préfectoral du 21/05/2013, article 18.2.3-§6.2.4 a)	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Digue bassin de décantation	Arrêté Préfectoral du 21/05/2013, article 5.1	/	Sans objet
Barrière d'accès au site	Arrêté Préfectoral du 21/05/2013, article 14.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conclusions de cette inspection font ressortir les éléments suivants :

- la non-conformité des fronts de taille et de la méthode d'exploitation
- l'absence de tri préalable des déchets utilisés pour le remblaiement de la carrière
- la non conformité du canal de mesure des eaux d'exhaure nouvellement mis en place

Compte tenu des constats détaillés au-paragraphe ci-avant, nous proposons à Monsieur le Préfet de mettre en demeure la société Carrière Pluchart SARL, en application de l'art. L.171-8-I du Code de l'Environnement, de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2013.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Front de taille – Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2013, article 1.10
Thème(s) : Risque accidentel, Méthode d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation est conduite selon un minimum de 3 gradins successifs de 10 m de hauteur maximale, séparés par une banquette d'une largeur libre minimale de 5 m permettant l'évolution en sécurité des engins et véhicules, selon le schéma de l'annexe 3 du présent arrêté. Ces gradins sont talutés selon un angle $< 39^\circ$ (pente 1V/1,25H).
Constats : Sur le flan Sud-Est de la fosse, il est constaté que le front de taille est vertical sans gradin intermédiaire avec une hauteur de plus de 10 m . Photo 1 annexe photographique
Observations : <u>Il est demandé à l'exploitant sans délais de mettre ses fronts de tailles en conformité avec les prescriptions réglementaires.</u> Compte tenu de ces constats, l'inspection propose à Mr le Préfet de mettre l'exploitant en demeure de justifier de la mise en conformité des hauteurs des fronts de taille, gradins et pendage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Remblais par des déchets inerte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2013, article 13.3.1.§4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage carrière
Prescription contrôlée : Pour les matériaux destinés au remblayage, ils ne doivent pas être bennés directement en fond de fouille. Avant enfouissement, les déblais doivent subir un examen visuel et olfactif de contrôle et un tri qui permettent de déceler et de soustraire les éléments indésirables résiduels (bidons, fûts, ferrailles...) ; ils sont ensuite poussés par un boueur. Une benne amovible ou container pour la récupération des refus doit rester disponible en permanence sur le site.
Constats : Il a été constaté à plusieurs reprises, le déversement depuis le haut de la carrière des matériaux directement dans la zone de remblai sans contrôle préalable. Aucun contrôle ou tri qui permettent de déceler et de soustraire les éléments indésirables résiduels n'a été observé préalablement au déversement Les matériaux sont directement repoussés par un boueur afin d'araser les buttes. Aucune benne amovible ou container pour la récupération des rebus n'a été observé sur l'aire d'arrivée de camions . L'exploitant a indiqué qu'un contrôle visuel des camions été fait au passage du pont bascule. Il n'y a pas de sondage de la benne. Lors de l'observation du déversement, il a été constaté la présence de sacs mélangés aux autres matériaux.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de procéder à un tri des matériaux avant déversement de matériaux pour remblaiement de la carrière. Il est également demandé de mettre en place un benne ou un container de récupération des refus dans la zone de tri. Compte tenu de ces constats, l'inspection propose à Mr le Préfet de mettre l'exploitant en demeure de respecter les prescriptions concernant le tri préalable des matériaux destinés au remblayage de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Conformité canal venturi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2013, article 18.2.3-§6.2.4 a)
Thème(s) : Risques chroniques, Point de prélèvement et de mesures
Prescription contrôlée : a.1- Un point de prélèvement d'échantillon et de mesures représentatif de la qualité de l'eau d'exhaure doit être aménagé au point de rejet de l'eau d'exhaure dans le réseau de fossés. Cet émissaire est équipé d'un canal de mesure et d'enregistrement en continu du débit. L'enregistrement porte notamment sur le débit maximum instantané de la journée, les débits journaliers, mensuels et annuels. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. a.2- Pour le rejet de leau d'exhaure, ce point doit être implanté dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
Constats : Lors du contrôle inopiné réalisé par le bureau de contrôle le 9 et 10 mai 2022 , il s'est avéré que le canal venturi mis en œuvre ne répond pas à la norme en vigueur (iso 4359:2013) pour permettre une mesure fiable. Ainsi la longueur du canal d'approche n'est pas au moins 30 fois supérieur à la hauteur maximale du canal. Les mesures effectuées sur le terrain sont : - L canal approche : 2,62 m - H max du canal : 0,38 m Les mesures sont identiques à celles réalisées par le laboratoire de contrôle lors du contrôle inopiné. Photo 5 annexe photographie
Observations : Il est demandé à l'exploitant de mettre en conformité le canal venturi pour garantir la fiabilité des mesures de qualité des eaux. Compte tenu de ces constats, l'inspection propose à Mr le Préfet de mettre l'exploitant en demeure afin que le canal de mesure permettant de réaliser des mesures représentatives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Digue bassin de décantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2013, article 5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rupture digue de bassin de décantation
Prescription contrôlée : Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.
Constats : Deux bassins de décantation ont été réalisés entre la fin de l'année 2021 et le début de l'année 2022. Lors de la visite, il a été constaté que la digue externe du bassin 1 présente une importante fissuration. Il est observée une fissure longitudinale sur l'ensemble de la digue, et des fissures en demi-cercle du versant interne du bassin. (photos 2; 3 et 6 annexe photographique) La digue séparant les deux bassins présente déjà des zones érodées et affaissées. (photo 4 annexe photographique).
Observations : Il est demandé à l'exploitant de garantir la pérennité des digues des bassins décantation des eaux d'exhaure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Barrière d'accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2013, article 14.1
Thème(s) : Risques accidentels, Clotures et signalisation
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, les accès à la carrière sont contrôlés. En dehors des heures ouvrées, ces accès sont interdits par des barrières et une signalisation.
Constats : La barrière d'accès apparaît en mauvaise état. Photo 7 annexe photographique
Observations : Il est demandé à l'exploitant de justifier des capacités de fermeture des barrières d'accès en conformité avec les prescriptions réglementaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet